

Contribution du Conseil départemental de la Vendée à l'enquête publique concernant la demande du Groupement d'intérêt économique Loire Grand Large en vue de la demande simultanée de permis exclusif de recherches (PER) de sables siliceux marins et des autorisations domaniale et d'ouverture de travaux de recherche pour une durée de 5 ans.

Alors que le Groupement d'intérêt économique Loire Grand Large a déposé une demande de permis exclusif de recherches (PER) de sables siliceux au large des îles d'Yeu et de Noirmoutier sur une zone de 103 km<sup>2</sup>, le Conseil départemental de la Vendée tient à participer à l'enquête publique en cours, eu égard à l'impact de cette activité sur l'océan et au regard des efforts déjà demandés aux marins pêcheurs.

Cette contribution s'inscrit dans la droite ligne de la mobilisation du Département de la Vendée en 2017 aux côtés des élus vendéens du littoral, du sénateur Bruno Retailleau et de la présidente de Région contre un permis de recherches qui avait été accordé au cimentier mexicain Cemex. Bruno Lemaire, ministre de l'Economie et des Finances, avait alors décidé d'interrompre la procédure, en février 2018.

Dans un contexte de grande fragilité de nos océans, d'érosion côtière, de nécessaire gestion durable des ressources, de préservation des fonds marins, de la ressource halieutique et de la faune benthique, le Conseil départemental de la Vendée entend faire valoir le principe de précaution pour s'opposer fermement à cette nouvelle demande de permis exclusif de recherches.

L'extraction pendant trente ans des granulats marins au large du Pilier s'est accompagnée d'une modification du transit hydro-sédimentaire sur la côte nord de l'île de Noirmoutier. L'étude RESISTE portée par Ifremer et le Corepem, si elle constate cette réalité, ne parvient pas à garantir l'absence de lien entre cette exploitation minière et le phénomène de modification du trait de côte.

Aucune garantie n'étant apportée actuellement sur l'absence d'impact de l'extraction de granulats marins sur les dynamiques hydro-sédimentaires indispensables au maintien du trait de côte – et donc à la protection des personnes et des biens –, une nouvelle demande d'extraction est un risque que le Département refuse de prendre.

Il en va de même pour la faune et la flore marines qui sont forcément impactées par ce type d'activité via la perturbation des zones d'alimentation et de reproduction, la fragilisation voire la destruction des habitats ainsi que la migration forcée des espèces.

Le Conseil départemental refuse par ailleurs que la pêche artisanale vendéenne soit une nouvelle fois mise à contribution avec une énième zone interdite à la pêche. Les zones d'extraction actuelles (concessions Cairnsthath et celle du Payré), le parc éolien Emyrn, les zones de protection forte sont autant de contraintes avec lesquelles nos marins pêcheurs doivent déjà composer.

Le Département de la Vendée, qui n'entend pas industrialiser la mer au large de ses côtes, considère que la solidarité nationale impose que chaque département côtier prenne sa part aux efforts demandés, y compris s'agissant des gisements sabliers fossiles.

Le Département de la Vendée rappelle enfin que la filière de réutilisation des gravats doit impérativement être développée afin que l'extraction marine soit autant limitée que possible, comme ont su le faire les Allemands pour extraire ces granulats et s'inscrire dans une stratégie durable du réemploi.

Le Conseil départemental de la Vendée a adopté à l'unanimité cette contribution lors de la séance du vendredi 28 mars 2025.